

COMMUNIQUE DE PRESSE : Le Premier Ministre M. LECORNU annule sa venue, mais rebaptiser la cité administrative de Toulouse « Michel Debré », pour nous c'est hors de question !

Mercredi 6 mai, les agent.es de la cité administrative étaient informé.es au dernier moment de la venue le lendemain du Premier ministre Lecornu pour « inaugurer » la Cité administrative, pourtant en fonction depuis plus d'un an, et la rebaptiser du nom de « Michel Debré ».

Branle-bas de combat, il fallait annuler séance tenante tous les rendez-vous prévus le 7 mai pour se plier aux restrictions d'accès imposées par le service de sécurité. Nos organisations syndicales ont été soumises à de multiples pressions des services de police pour nous dissuader d'organiser tout rassemblement revendicatif. Le 7 mai, la visite est annulée au dernier moment, tout comme elle avait été annoncée, en raison d'une réunion à Paris. Belle marque de considération pour le service public et ses agent.es.

Nous n'avons donc pas pu interpeller M. Lecornu comme nous l'aurions souhaité, les sujets ne manquaient pourtant pas, que ce soit au sujet de la Cité administrative en elle-même, ou sur la politique de son gouvernement, notamment vis-à-vis des fonctionnaires et des services publics.

Ce qui est positif en revanche, c'est que notre lieu de travail n'a pas, pour le moment, été baptisé du nom d'un des personnages les plus réactionnaires de la Vème République. Le CV politique de Michel Debré est écoeurant : opposition à la décolonisation de l'Algérie, opposition à la loi Veil sur l'IVG, qu'il a qualifié de « monstrueuse erreur historique », opposition à la suppression de la peine de mort, artisan de la déportation de près de 2000 enfants réunionnais, à propos de laquelle une loi de réparation a d'ailleurs été récemment adoptée par l'Assemblée...

Quant à sa conception de la Fonction publique, elle est tout aussi rance : « *Le fonctionnaire est un homme* (nous soulignons) *de silence. Il sert, il travaille et il se tait* ». Qui, en 2026, a bien pu avoir l'idée de baptiser de son nom notre lieu de travail ? Pourquoi les agent.es, qui continueront à y travailler bien après le départ de ce gouvernement, n'ont pas voix au chapitre ?

Pour nos organisations et agent.es de la Fonction publique, il est hors de question que l'inauguration sous cette forme ait lieu à quelque date que ce soit !

Si les pouvoirs publics tiennent à renommer la Cité administrative de Toulouse, les agent.es qui y travaillent doivent pouvoir s'exprimer. Et nous avons quelques propositions, qui correspondraient beaucoup mieux à nos valeurs et à celles que devrait porter la Fonction publique en 2026 : **Olympe de Gouges, Madeleine Riffaud, Gisèle Halimi, Sylvie Trémouille et Daniel Buffière**, agents de l'inspection du travail assassiné.es dans l'exercice de leur métier, ou encore **Ludovic Montuelle**, inspecteur des finances publiques, lui aussi assassiné en service, par exemple.

Une pétition sera lancée très rapidement par nos organisations syndicales pour réclamer l'abandon de ce choix non démocratique et fort malvenu du préfet de Haute-Garonne.